

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	49	31

N° de la séance : 14

Objet de la délibération: Direction
Envibus et Régie - Organisation des
transports entre la Région Provence Alpes
Côte d'Azur et la CASA - Convention cadre
- Avenant n°4

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2022.014

Date de la convocation :
Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **11 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Anne-Marie BOUSQUET, François ZEMA, Marika ROMAN, Catherine LANZA, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Cédric BOURGON

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Par délibération n°CC.2012.077 en date du 25 juin 2012, la C.A.S.A a approuvé une convention cadre relative à l'organisation des transports entre la C.A.S.A et le Département des Alpes Maritimes. Cette convention avait pour objet de définir, d'organiser les transferts de services de transports scolaires, de fixer les montants des transferts financiers scolaires afférents ainsi que le montant de la compensation forfaitaire de la Ligne 200 pour les dessertes qu'elle effectue sur le territoire de la C.A.S.A.

Par délibération n°CC.2016.194 en date du 19 décembre 2016, le Conseil Communautaire a approuvé un avenant n°1 à cette convention, ayant pour objet la fixation de certains indices de remplacement dans la révision des prix.

Par délibération n°CC.2017.090 en date du 26 juin 2017, le Conseil Communautaire a approuvé un avenant n°2 à cette convention, ayant pour objet de définir la participation du Département pour le transport des scolaires de sa compétence entre Vallauris et Cannes.

Par délibération n°CC.2020.227 en date du 16 novembre 2020, le Conseil Communautaire a approuvé un avenant n°3 à cette convention, ayant pour objet la suppression de l'affrètement de la ligne interurbaine « Nice-Cannes » tout en permettant sa desserte locale sur le ressort territorial de la C.A.S.A, avec application de la tarification régionale.

L'article 133.V de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, disposant que la Région perçoit, au titre du transfert de la compétence départementale, une dotation correspondant aux dépenses consacrées à la date du transfert, il convient d'abroger les dispositions relatives à l'indexation de cette dotation de la convention cadre conclue entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la C.A.S.A, à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant et d'arrêter son montant au coût de référence de l'année 2021.

Le présent avenant n°4 a donc pour objet d'abroger, conformément à l'article 133-V de la loi NOTRe, les dispositions de la convention cadre conclue entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, relatives à l'actualisation de la dotation annuelle globale des services scolaires transférés et de redéfinir son montant.

Aussi, le montant de la dotation globale annuelle est arrêté au coût de référence de l'année 2021, soit 725 872,34 € TTC. Le premier versement interviendra au plus tard le 31 juillet 2022, au titre de l'année scolaire 2021/2022.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°4 à la convention cadre entre la C.A.S.A et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant, ainsi que tous les actes afférents à l'exécution de celle-ci.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°4 à la convention cadre entre la C.A.S.A et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant, ainsi que tous les actes afférents à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**AVENANT N°4 A LA CONVENTION CADRE
RELATIVE A L'ORGANISATION DES TRANSPORTS
ENTRE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

Entre les soussignées :

La **Région** Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son président, Monsieur Renaud MUSELIER, autorisé par délibération n° en date du

Ci-après dénommé **la Région**,

D'une part,

Et :

La **Communauté d'agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son président en exercice Monsieur Jean LEONETTI, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 février 2022 ;

Ci-après dénommée la **C.A.S.A**

D'autre part,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 dite loi d'orientation des transports intérieurs qui constitue le cadre général dans lequel doit se développer le secteur de transport public régulier de personnes et notamment les services de transport scolaire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement le livre II de la cinquième partie législative,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités locales,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, et notamment son article 15 au titre duquel la compétence du Département en matière de transports non urbains, réguliers ou à la demande (hors ressort territorial des autorités organisatrices de la mobilité urbaine) est transférée à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à compter du 1er janvier 2017 pour les transports de voyageurs, et à compter du 1er septembre 2017 en matière de transports scolaires (hors transport des élèves handicapés et hors ressort territorial des Autorités Organisatrices de la Mobilité – AOM),

Vu la délibération n°16-1060 du 16 décembre 2016 du Conseil régional, approuvant la convention de gestion provisoire du 30 janvier 2017 entre le Département des Alpes Maritimes et la Région, donnant délégation au département de poursuivre la gestion du réseau interurbain jusqu'au 31 Août 2017,

Vu la délibération n°44 du 12 juillet 2012 du Conseil départemental des Alpes-Maritimes approuvant la convention cadre, en date du 13 septembre 2012, relative à l'organisation des transports entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Vu la délibération n°22 du 2 décembre 2016 du Conseil départemental des Alpes-Maritimes approuvant l'avenant n°1, en date du 12 janvier 2017, à ladite convention ;

Vu la délibération n°28 du 2 juin 2017 du Conseil départemental des Alpes-Maritimes approuvant l'avenant n°2, en date du 23 août 2017, à ladite convention ;

Vu la délibération n°20-686 du 9 décembre 2020 du Conseil régional approuvant l'avenant n°3, en date du 25 janvier 2021, à ladite convention ;

Préambule

Par convention en date du 13 septembre 2012, la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis - C.A.S.A. et le département des Alpes-Maritimes ont signé un accord prévoyant le financement du département d'une part au titre du transport scolaire relevant de la compétence de la C.A.S.A, et d'autre part au titre de l'affrètement de la ligne départementale 200 Nice Antibes Cannes à l'intérieur du périmètre urbain de la C.A.S.A.

Par délibération en date du 19 décembre 2016, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé un avenant n°1, ayant pour objet de réviser la formule d'actualisation à la suite de la disparition d'indices INSEE, et qui a été signé le 12 janvier 2017.

Par délibération en date du 26 juin 2017, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé un avenant n°2, ayant pour objet de définir la participation du Département pour le transport des scolaires de sa compétence entre Vallauris et Cannes, et qui a été signé le 23 août 2017.

Par délibération en date du 16 novembre 2020, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé un avenant n°3, ayant pour objet la suppression de l'affrètement de la ligne interurbaine « Nice-Cannes » tout en permettant sa desserte locale sur le ressort territorial de la C.A.S.A, avec application de la tarification régionale.

L'article 133.V de la loi NOTRe disposant que la Région perçoive, au titre du transfert de la compétence départementale, une dotation correspondant aux dépenses consacrées à la date du transfert, il convient d'abroger les dispositions relatives à l'indexation de cette dotation de la convention cadre conclue entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la C.A.S.A, à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant et d'arrêter son montant au coût de référence de l'année 2021.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet d'abroger, conformément à l'article 133-V de la loi NOTRe, les dispositions de la convention cadre conclue entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, relatives à l'actualisation de la dotation annuelle globale des services scolaires transférés et de redéfinir son montant.

Article 2 : Organisation du transport scolaire

L'article 1 « Organisation du transport scolaire » de la convention cadre est modifié comme suit :

- L'article 1.1 « Principe d'organisation » est inchangé.
- L'article 1.2 « Inventaire des services transférés et à transférer » est inchangé.
- L'article 1.3 « Montant des transferts financiers à la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis sur les transports scolaires spécifiques » :

Le montant de la dotation globale annuelle est arrêté au coût de référence de l'année 2021, soit 725 872,34 € TTC. Le premier versement interviendra au plus tard le 31 juillet 2022, au titre de l'année scolaire 2021/2022.

- L'article 1.4 « Actualisation des versement » modifié par l'avenant n°1 en date du 12 janvier 2017, est supprimé.

Article 3 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification à la C.A.S.A.

Article 4 : Dispositions diverses

Toutes les autres clauses prévues dans la convention-cadre et ses avenants 1, 2 et 3 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Fait en deux exemplaires, à Marseille le

**Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Le président,**

Renaud MUSELIER

**Pour la Communauté d'agglomération
Sophia Antipolis,
Le président,**

Jean LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_014
Nature : DE - Deliberations
Objet : Organisation des transports entre la Région Provence
Alpes Côte d'Azur et la CASA - Convention cadre -
Avenant n.4
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ayBB1FH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_014-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_014
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Organisation des transports entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la CASA -
Convention cadre - Avenant n.4
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_014-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20220221-CC_2022_014-DE-1-1_2.PDF

N